

COMMUNIQUE

La LOLF à l'œuvre contre l'université républicaine

L'efficiencia de cet outil technocratique consiste en sa capacité de nuisance à l'encontre des services publics et de la Fonction Publique dont la mondialisation libérale veut se débarrasser.

SNCA e.i.L. Convergence - Juin 2006

L'autonomie des universités transforme les présidents d'université en chefs d'entreprise : à eux revient la charge de dégraisser les effectifs de personnels titulaires quitte à les remplacer au coup par coup (et au moindre coût ...) par des contractuels afin d'utiliser au mieux – selon une logique toute comptable et en rien pédagogique - la somme qui leur est allouée pour faire fonctionner leur boutique. Cette somme doit être dépensée dans le cadre fixé par la **Loi Organique relative aux Lois de Finances** (LOLF, une co-réalisation législative gauche/droite). Cette LOLF prévoit que l'argent destiné au fonctionnement d'un établissement de service public comporte deux parts, l'une réservée à l'investissement et à l'entretien du matériel, l'autre à rémunérer les emplois. Cette seconde partie peut être amputée par le patron de l'établissement de service public pour gonfler la première : mais l'inverse n'est pas possible*. La LOLF (concoctée par FABIUS, adoptée par JOSPIN, expérimentée par RAFFARIN et généralisée par VILLEPIN) est donc **un outil tout à fait conforme aux objectifs de la mondialisation et de l'idéologie libérale : rogner le plus possible sur la rémunération du travail.**

L'autonomie des universités est directement l'expression, au niveau de la formation des futurs cadres et décideurs du pays ... et du monde, du libéralisme, *id est* du capitalisme le plus débridé et le plus prédateur. Autant dire que **la sortie de la crise provoquée par le libéralisme économique doit se faire avec les armes de ce même libéralisme pour déboucher sur son renouveau !** Or ce phoenix-là est une bête malfaisante.

Que les profs d'université, enseignants et chercheurs, ne soient pas tous de blanches colombes toutes dévouées à la tâche d'éduquer les futures élites intellectuelles, que trop d'entre eux versent dans le mandarinat comme certains de leurs pairs des hôpitaux publics, que le carriérisme ne leur soit pas étranger, le SNCA e.i.L. Convergence n'en disconvient pas. Mais outre que ces manquements à la morale civique et professionnelle ne sont pas l'apanage de tous les universitaires, il n'est pas possible qu'un syndicat comme le nôtre ne dénonce pas la libéralisation des universités

- qui est une **mise en concurrence malsaine entre les établissements, ce qui inévitablement conduira les étudiants à une ségrégation communautariste** de type anglo-saxon,
- qui **précarise les travailleurs de toutes les catégories socioprofessionnelles**, de l'agent d'entretien au chercheur en passant par les personnels administratifs, de laboratoire, de bibliothèque, etc.,
- qui est une **conception de classe, favorable aux héritiers** des nantis, méprisante et spoliatrice pour les jeunes issus de milieux plus modestes tant sur le plan économique que sur le plan culturel,
- qui est **l'expression cynique que les nantis se font du service public : l'argent de l'Etat doit être utilisé au mieux de leurs intérêts de classe****.

Le SNCA e.i.L. Convergence estime donc légitime la protestation universitaire contre une « réforme » (*i.e.* mise au rebut) antidémocratique, antisociale, anti-laïque et par conséquent antirépublicaine.

Quant aux moyens utilisés par et pour cette protestation, grèves, rétention des notes, manifs, etc. ils relèvent de la seule décision démocratique du terrain.

Ergo, censeo capitalismum esse delendum.

Paris, le 3 février 2009

* *Infongibilité de la loi à sens unique!*

** *Nous sommes au cœur de l'actualité avec ces milliards sous tirés aux contribuables pour l'investissement (sic) contre l'emploi et le pouvoir d'achat.*